

Futur antérieur

MEXIQUE
DE CHIAPAS
À LA CRISE FINANCIÈRE

A. AGUILAR-ZINZER, A. ALVAREZ, G. ARAMBURO,
A. BARTRA, D. BERGER, J. CASTAÑEDA, J.-F. FALQUET,
J. FERNANDEZ-SOUZA, C. FUENTES, A. GARDIA DE LEON,
L. E. GOMEZ, P. GONZALEZ-CASANOVA, A. HUERTA,
MARCOS, F. MATAMOROS, L. MEYER, J. MOGUEL,
T. NEGRI, S. RUIZ, G. SZÉKELY,
P. I. TAIBO, S. ZERMEÑO

Coordination : Luis E. GOMEZ

Editions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

SOMMAIRE

Une crise, une alternative. Que peut-on apprendre de la révolte du Chiapas ?.....	5
<i>Denis Berger, Toni Negri</i>	

I. La période 1994-1995

Parcours d'une crise de régime.....	11
<i>Luis E. Gomez</i>	
Mexique 1995 : Bon Réveillon !	61
<i>Carlos Fuentes</i>	
Trois moments, trois impressions.....	83
<i>Lorenzo Meyer</i>	

II. Le Chiapas dans le Mexique

Chiapas, la terre et le pouvoir.....	101
<i>Armando Bartra, Sergio Zermeno, Julio Moguel, Jorge Fernandez-Souza</i>	
Le Mexique et les indiens	113
<i>Guillermo Aramburo</i>	
Les indiennes veulent que leurs oppresseurs les regardent dans les yeux.....	121
<i>Jules-France Falquet</i>	
Les causes de la révolte Chiapanèque.....	131
<i>Pablo Gonzalez-Casanova</i>	
Signification d'une révolte indienne	155
<i>Samuel Ruiz, Éveque de Chiapas. Interview de Elisa Ramirez et Arturo Dubson</i>	
Chronique de Tabasco.....	161
<i>Paco Ignacio Taibo II</i>	

Trois moments, trois impressions

Lorenzo MEYER

I. La faillite des institutions

La violence qui vient d'éclater dans le sud du Mexique comme conséquence de la misère et de l'injustice extrêmes n'est pas la bonne voie pour le pays. Mais le néolibéralisme autoritaire suivi jusqu'à aujourd'hui ne l'est pas davantage. Le besoin se fait sentir d'un nouveau pacte politique clair et sans pièges. Un pacte qui réponde aux demandes et aux nécessités du Mexique réel, et non de l'officiel. Un pacte où ne se répète pas ce qui s'est passé dans le Chiapas avec le PRI-gouvernement (Parti Révolutionnaire Institutionnel) qui a obtenu 97.7 % des voix (1976), 92.2 % en 1982, 89.9 % en 1988... ! Et une rébellion armée en 1994!

Aujourd'hui, comme en très peu d'occasions, la classe politique mexicaine s'est unie d'une façon très large: le PRI et le PRD (Parti de la Révolution Démocratique), les évêques et le Ministère de l'intérieur, les dirigeants des patrons et des autres acteurs sociaux. Tous s'accordent à dire que la violence politique n'est pas la réponse aux vieux problèmes qui se sont accumulés. Les raisons — craintes — pour lesquelles chacun d'entre eux ne veut pas de la violence sont différentes. Mais, finalement, ils ont raison. Comme projet national, la déclaration de guerre de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (AZLN) à l'Armée Mexicaine pour détrôner le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari et introduire la vraie justice sociale, est impossible et suicidaire dans les circonstances nationales et internationales du monde post-soviétique.

Il n'est pas suffisant de condamner la violence de quelques rebelles qui possèdent sans doute des raisons viscérales anciennes. Il faut également remarquer que la violence de l'État n'est pas la réponse adéquate. En 1994, nous n'avons pas besoin d'un

nouveau 1968. Mais il faut conduire la pensée plus loin, jusqu'à ses dernières conséquences. Si la violence n'est pas la solution, alors, où est celle-ci ? Personne ne peut honnêtement penser que c'est le chemin incarné par les institutions et le leadership politique actuel. Aujourd'hui, le système des partis politiques et des élections ne marche plus. Il n'est pas légitime. L'aberration dans l'état de Yucatán vient de le montrer avec une clarté évidente. Celui qui, officiellement est le gagnant, a perdu et vice versa. Ce sont les élections d' "Alice au pays de merveilles". Les Congrès locaux et l'Assemblée Nationale sont le meilleur exemple de l'inutilité politique absolue et totale. Puisque la majeure partie de leurs membres ne représente personne, sauf eux mêmes et la volonté du Président de la République ce qui finalement est leur seule raison d'être. Enfin, le pouvoir judiciaire qui ne s'est jamais impliqué dans l'application de la justice. Il a fait tout le contraire. Au Mexique, celui qui cherche la justice dans les préfectures de police ou dans un tribunal de justice ne la trouvera jamais, sauf quelques exceptions accidentelles.

Dans ces circonstances qui sont connues, depuis longtemps, même par les gouvernants et ceux qui sont gouvernés, il faut demander une réponse claire et crédible à la question suivante. Quel est le chemin à suivre pour résoudre l'injustice que vivent les gens du Chiapas et d'autres Mexicains dans tout le pays ? Il faut imaginer et vite mettre en marche quelque chose de nouveau. Il faut en finir — bien que ce soit par convenance et non par conviction — avec le système autoritaire en vigueur. Non seulement parce qu'il est socialement extrêmement injuste, mais aussi parce qu'il est obsolète et caduc. Ce système doit être changé pour un autre plus moderne, avec une représentativité effective où les marginaux et les exclus d'aujourd'hui auront réellement la possibilité de s'exprimer et de voter aux élections. Finalement, il faut faire ce que le discours officiel a annoncé mille fois, mais que, dans la pratique, le gouvernement n'a jamais réalisé une seule fois. Implanter un état de droit, démocratique, juste, qui donne aux voix et non aux balles le rôle principal. Le problème politique (de fond) le plus important celui d'un Mexique pauvre et pré-moderne, (mais son gouvernement prétend faire croire autant aux Mexicains qu'aux étrangers que ce pays est déjà arrivé au niveau des pays riches¹), s'est manifesté de façon évidente il y a un quart de siècle à Tlatelolco². Mais les intérêts existant à cette époque aussi bien que

ceux d'aujourd'hui n'ont pas permis de trouver une solution définitive. Et on peut résumer le problème de la manière suivante : tandis que la société mexicaine a évolué et modifié sa nature, le système politique est resté sans aucune modification depuis qu'il s'est cristallisé pendant les années 40. A cause de cette immobilité, les institutions et les dirigeants ont été débordés par les circonstances. Le résultat est une croissante disjonction des processus politiques. Aujourd'hui, le fil s'est cassé dans sa partie la plus faible, le Chiapas, lieu des pauvres entre les pauvres.

Dans la brochure qu'a publié le Conseil Consultatif du Programme National de Solidarité, en 1990, il y a la remarque suivante: "Si on élimine du produit du Chiapas la richesse du pétrole (qui ne reste pas dans l'état, pas plus que l'énergie hydroélectrique fournie par ses barrages de Malpasos, Chicoasén, Angostura et Peñitas), son produit interne brut par personne se réduit considérablement et cet état se trouve parmi les plus pauvres du pays". C'est-à-dire, à côté d'états comme le Oaxaca et le Guerrero. Le problème du Chiapas est, comme l'a dit le manifeste de l'AZLN, centenaire. Celui qui veut améliorer ses connaissances sur ce sujet, fera bien de lire le livre de Thomas Benjamin, *A Rich Land, a Poor People: Politics and Society in Modern Chiapas* (Université du Nouveau Mexique, 1989). La thèse du professeur Benjamin se trouve dans le titre même de l'ouvrage: le Chiapas est une terre riche, mais le peuple pauvre. C'est la conséquence d'un processus politique chargé de violence dans une société de profondes divisions ethniques et, surtout, économiques.

La violence a été un élément constant dans la société du Chiapas. Elle a été présente au XIXe siècle. Et pendant la Révolution de 1910, la violence a eu des effets particulièrement nocifs sur les communautés d'Indiens. Ainsi, les différents groupes en guerre (carrancistes, villistes) ont battu les Indiens de façon excessive. La post-révolution n'a pas signifié la fin de la violence, car les conflits pour la propriété de la terre — le centre de la richesse de toutes les sociétés rurales — n'ont pas été résolus par la réforme agraire. Par contre, avec le succès de l'élevage, cette confrontation s'est aggravée. L'élevage ("ganaderización"), depuis 1950, s'est développé de façon très rapide. Aussi vite que la destruction écologique. Entre cette année et 1985, la terre cultivée et la population ont connu un rythme de croissance similaire (elles ont quadruplé). Mais le nombre d'animaux d'élevage a été multiplié par plus de 7. Par conséquent, les éleveurs et les Indiens

¹ L'entrée du Mexique dans l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) est la preuve de cette vision du gouvernement mexicain.

² En 1968 sur la place de Tlatelolco, dans la ville de Mexico, une

manifestation d'étudiants a été réprimée de façon brutale. On parle de plusieurs centaines de morts.

se sont trouvés sur des positions antagoniques en luttant pour la ressource principale, la terre.

La distribution de la richesse dans le Chiapas, dit le professeur Benjamin, n'est pas actuellement différente de celle qui existait à la fin du Porfirisme. Le bien-être social s'est amélioré, mais pas dans le domaine de la profonde injustice et de l'insécurité des Indiens à propos de l'avenir. En 1960, les individus propriétaires de 1000 hectares ou de plus représentaient 2.4 % des propriétaires privés du Chiapas. Mais ils contrôlaient 60 % de la terre non-communale ("ejidal"). D'un autre côté, les "ejidos" (plus de mille) possèdent une superficie équivalente, en valeur, à seulement un tiers de la superficie privée. Et la propriété "ejidal" est marquée par la fragmentation de la parcelle (page 226). Dans le Chiapas, selon la déclaration faite en 1982 par le gouverneur de l'état, le général Abasalón Castellanos (qui a été prisonnier des zapatistes pendant les premiers jours de la rébellion), "il n'y a pas de classe moyenne", les riches sont très riches et les pauvres, extrêmement pauvres. Reconnaître cette réalité et faire quelque chose pour la résoudre, n'est pas équivalent. En 1987, l'Académie Mexicaine des Droits de l'Homme a publié un rapport (*Chiapas: cronología de un etnocidio reciente*) où l'administration du Général Absalon est défini comme une des plus répressives et corrompues (pp. 239 et 241).

Dans les années soixante-dix, au milieu de cette polarisation sociale, a surgi un mouvement pour l'organisation des communautés Indiennes relativement extérieur au contrôle traditionnel du PRI. Le premier Congrès Indien du Chiapas (1974) fut organisé par l'archevêque Samuel Ruiz et aboutit à l'Alliance Paysanne du 10 avril 1976. Puis, se sont formées et intégrées plusieurs organisations paysannes. L'agressivité des communautés pour la défense de leurs intérêts, on l'observe dans les chiffres suivants: pendant les années soixante-dix, il y a eu 115 conflits considérés comme sérieux. Parmi eux, 87 se sont produits à cause de disputes entre des Indiens et des propriétaires privés pour le contrôle de la terre des communautés indiennes et des "ejidos" (p. 234). L'utilisation de la police et de l'armée pour contrôler les affrontements entre les propriétaires et les "ejidatarios" est devenue fréquente. Aux assassinats de paysans (fréquents aussi), il faut ajouter les assassinats des grands propriétaires par des paysans. Ensuite, la destruction et l'incendie de villages et de mairies. Après l'état de Veracruz, le Chiapas enregistrait le plus grand nombre de cas de violence. Par exemple, en 1983, la communauté du "Monte Libano", à Ocosingo, a envoyé une lettre au Président de la République en se plaignant qu'en 1976 aussi bien qu'en 1979 et 1982 la police avait brûlé son village. La lettre se terminait par un

avertissement. Ils savaient que personne n'allait lutter pour eux contre les "caciques" et les grands propriétaires. Mais ils se considéraient, eux mêmes, comme prêts et résolus à conduire une lutte ouverte pour obtenir leurs terres. Un avertissement très similaire, cette année là, à celui des Tzeltales de l'Organisation des Peuples Indiens du Sud Ouest du Mexique. Ils disaient, dans un manifeste, que l'étude de l'histoire du Mexique leur avait montré que seules la lutte et l'organisation leur permettraient d'atteindre une façon différente de vivre. Pour cela, ils allaient lutter (p. 240).

En 1989, le professeur Benjamin concluait que le Chiapas vivait dans un État où la politique était essentiellement une politique de force. En 1987, l'armée mexicaine avait quatre mille soldats dans cet état. Aujourd'hui, on en compte 12 000 et on peut assurer que leur nombre va augmenter.

Le drame que vit le Chiapas en ce moment a surpris plusieurs d'entre nous. Mais en réalité, cela n'aurait pas dû être. Cet éclatement de la violence avait été annoncé depuis longtemps. Guillermo Correa, dans le magazine *Proceso*, avertit, en 1983, (en résonance aux préoccupations de l'église catholique), que le Chiapas se trouvait à "un pas de la guérilla" (12 décembre). Il a fait cette déclaration il y a 10 ans, juste le temps nécessaire, selon ses dirigeants, pour organiser l'AZLN. Qu'ont fait pendant ce temps la classe politique du Chiapas et les autorités de la Fédération? Qu'a fait le ministre de l'intérieur (ancien gouverneur du Chiapas) lorsqu'il était à la tête de cet état? Si l'on considère ce qu'on voit, ils n'ont pas fait beaucoup ou rien d'adéquat.

Le moment n'est pas aux lamentations sur le temps perdu, mais aux propositions et à l'action. Il faut agir avec décision, intelligence, sensibilité et rapidité. Le défi actuel pour le Mexique en général, et sa classe politique en particulier, est plus sérieux et profond que celui qui a conduit le gouvernement à négocier l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA). Il s'agit de négocier, dans des circonstances difficiles, un nouveau pacte politique entre le gouvernement et la majeure partie de ceux qui sont gouvernés, de leur rendre leur qualité de citoyens, de redistribuer d'une manière moins injuste le bénéfice du développement économique en évitant les irresponsabilités, la corruption et les trucages qui ont rendu mondialement célèbre la classe politique mexicaine ("la dictature parfaite"). Est-ce que la classe politique qui se trouve au gouvernement et dans l'opposition est à la hauteur des circonstances? Pour leur bien propre, mais surtout, pour le bien de la grande communauté mexicaine, nous espérons que oui.

Publié par le journal mexicain *Excelsior*,
le 6 janvier 1994.

II. Morelia : une communauté dans l'incertitude

"Nous ne savons plus en qui avoir confiance. Tout n'est qu'une foutue corruption. Nous ne savons même plus si l'ombre que nous voyons est notre propre ombre". C'est ainsi, que plein de mécontentement et de colère, un jeune tzeltal a résumé l'offense faite au procureur de justice dans l'état de Chiapas. Ce dernier a été obligé de rendre une brève visite à l'*ejido* de Morelia dans la municipalité d'Altamirano. Au milieu d'une nature d'une beauté hors pair, Morelia est vraiment une communauté dans l'incertitude.

A Morelia, l'une des communautés les plus frappées par le conflit entre l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (AZLN) et l'Armée Mexicaine, ce 14 février, le procureur du Chiapas accomplissait, partiellement et sous pression, un engagement qui avait été passé quelques jours auparavant par le gouvernement de cet état. Engagement qui consistait en l'examen des corps de trois membres de la communauté (Sebastian, Severiano et Hermenegildo Santís) qui, selon plusieurs témoignages des survivants, avaient été pris violemment à partie par l'Armée mexicaine l'après-midi du 7 janvier. Depuis ce jour là, personne n'avait rien su du sort des détenus. Mais cinq semaines plus tard, on a retrouvé en dehors du village, leurs ossements et des traces de leurs vêtements dispersés par terre.

Aux affirmations du jeune homme, — à la fin d'une entrevue agitée —, il n'y a pas eu de réplique de la part du représentant du gouvernement suprême. Dans ces circonstances, cela a, peut-être, été l'attitude la plus prudente. Car il n'y avait pas de réponse adéquate à la série de questions et d'accusations qu'avec impuissance venaient d'exprimer les leaders de ce très pauvre *ejido*. Ces récriminations n'ont pas été seulement dirigées contre la structure du pouvoir dans le Chiapas, mais contre toute la structure du pouvoir national : autorités, gouvernement et régime politique.

Jusqu'alors, le procureur de justice de l'État et ses collaborateurs, visiblement agacés, avaient fermement résisté à une volée de réclamations. Ce dialogue particulier et cette négociation avaient eu lieu dans une hutte sans fenêtres, le bureau de l'organisation de l'*ejido*, qui se trouve face à l'église. Selon plusieurs témoins, la sacristie qui est connue comme "le couvent" par les villageois, avait été utilisée pour torturer les trois hommes jusqu'à les rendre incapables de bouger. Quand ils ont été récupérés par les villageois, il restait seulement des ossements,

nettoyés par les animaux sauvages qui s'étaient nourris des dépouilles des trois hommes. Tous les participants étaient debouts tendus, sous l'unique ampoule et autour d'un écrivain et de sa machine à écrire qui ont été emmenés pour l'occasion. Le sujet de l'affrontement était la nature de l'acte civil à rédiger pour officialiser la remise des os et des restes de vêtements et de chaussures aux trois veuves : Petrona, Paulina et Carmelina. Le dialogue n'était pas de sourds, mais il s'agissait d'un dialogue entre deux mondes extrêmement éloignés l'un de l'autre - et en conflit. Le monde de la société marginale et celui de l'autorité formelle. Ce fut un dialogue pénible, très difficile. Il avait pour origine des positions morales très différentes et des intérêts matériels en franche contradiction. A la fin de la réunion, tous avaient parlé pour être écoutés non pas seulement par leurs interlocuteurs immédiats, mais par tous ceux qui se trouvaient au delà des limites de la municipalité, au delà même des frontières de l'état et du pays.

Ce qui se négociait à Morelia, c'était la rédaction d'un document bureaucratique, mais qui dans le fond touchait les fibres les plus sensibles de la communauté et de la légitimité des autorités externes. Les Tzeltales de Morelia voulaient — et finalement ils ont atteint leur objectif — que dans l'acte soit stipulé que, ainsi que l'avait admis le procureur de l'état, l'Armée mexicaine avait empêché que les autorités de l'état puissent accomplir leur devoir et leur promesse faite quelques jours auparavant ; celle d'emmener les restes de Sebastian, Severiano y Hemelindo Santís à la ville de Tuxtla Gutiérrez pour faire pratiquer l'autopsie qui est la condition indispensable pour établir les responsabilités du crime, et rendre les corps en 72 heures pour leur donner une sépulture dans le village. Le ministère de la Justice de Chiapas, selon l'affirmation explicite du procureur, n'a pas pu faire arriver un hélicoptère à Altamirano pour emmener les corps qui n'ont pu être transportés ni par air, ni par terre en raison de plusieurs piquets de militaires qui encerclent Altamirano où l'Armée a pris pour prétexte l'absence d'un document sanitaire pour refuser de laisser passer les corps vers Tuxtla. Ces derniers sont restés dans une caisse dans la cour de la mairie improvisée, car la mairie originale avait été détruite par les zapatistes.

Pour les Tzeltales de Morelia, une des nombreuses promesses de l'autorité n'avait pas été tenue. Cependant, dans leur défaite, ils voulaient sauver quelque chose de leur dignité, quelque chose de la terrible humiliation qu'ils avaient subie de la part de ceux qui sont en charge d'administrer la violence de l'État. Ils voulaient, cette fois-ci, qu'un autre représentant de cet État admette par écrit son manquement à ses promesses et son incompétence. Ils ont réussi. Sur la base des arguments incontestables et de la pression du

groupe, ils ont obligé le procureur de la justice et les représentants de la Commission Nationale des Droits de l'Homme à signer à côté des empreintes digitales des trois petites veuves, Petrona, Paulina et Carmelina, dans un document qui stipulait leur incompétence. Évidemment, pour les autorités, ce fut un acte pénible que celui de signer un document qui avait été dicté par la communauté et qui exprimait une partie de sa vérité. Ensuite, un léger air de triomphe s'est répandu dans "la maison" quand on a vu les gens se passer, feuille par feuille, le document.

Une fois finie la tâche, le procureur a voulu rendre la copie de l'acte au leader, mais ce dernier a demandé, "et le tampon? Mettez-le le tampon pour que personne ne puisse dire que ce document n'est pas valable". Le fonctionnaire s'est excusé: "A Altamira nous l'avons cherché, mais nous ne l'avons pas trouvé, mais même sans le tampon l'acte est officiel et valable". Tout à coup, quelqu'un du groupe a lâché: "Comment? Si je vais à mon travail, j'emporte ma machette et ma lime, comment est-ce que vous n'emportez pas votre tampon si c'est votre travail?". Une fois de plus, il n'a pas eu de réponse.

Le procureur est sorti rapidement, mais le peuple l'a obligé à revenir. Ce devait être lui, et non pas le peuple, qui emmènerait personnellement la caisse avec les restes et la déposerait à l'église. Il l'a fait rapidement et est parti. Le peuple l'emportait cette fois-ci et récupérerait une petite partie de la grande dette qu'on lui doit encore.

Jusqu'à la rébellion de l'AZLN, ce pouvoir, auquel maintenant la petite et très pauvre communauté de Morelia présente plus vigoureusement ses exigences, était accoutumé à s'imposer et à ne pas être interpellé; à recevoir de respectueuses pétitions, non pas des exigences; à dicter l'ordre du jour, mais jamais à négocier; à prendre des décisions lui-même sans consulter personne — car le pouvoir éclairé est supposé savoir mieux que quiconque ce qui convient aux autres —, pour éviter que les autres décident par eux-mêmes; à ce que les caméras et les médias nationaux et internationaux le montrent comme un triomphateur, non pas comme un accusé. Ainsi, à Morelia, une collectivité offensée avec une blessure collective ouverte, qui comprenait mal l'espagnol mais non pas la logique, a exigé — elle n'a pas demandé — et dicté ses conditions.

Ces conditions dans lesquelles s'est déroulé la négociation entre les "ejidatarios" et les autorités de l'état de Chiapas, contiennent l'essence — ni plus ni moins — de ce que seront le dialogue et la négociation qui aujourd'hui occupent l'attention de toute la nation: celle entre l'EZLN et le gouvernement.

D'abord, les membres de la communauté ont commencé à répéter leur histoire: le 7 janvier, à 6 heures du matin — c'est la date qu'ils donnent, mais le ministère de la Défense affirme le contraire, il dit que ce fut un jour avant —, l'Armée est arrivée et a tiré par la force tous les hommes de leurs maisons. Elle les a retenus allongés sur l'esplanade de ciment qui se trouve en face de l'église, pendant 13 heures. Elle a détruit la petite clinique construite par les villageois, où travaillait une infirmière qui n'est jamais revenue. La logique de l'Armée, qui explique la destruction de la clinique, a été d'empêcher les zapatistes de l'utiliser. Après, l'Armée est partie en emmenant des dizaines de prisonniers. La majeure partie d'entre eux est revenue mais huit se trouvent toujours dans la prison de "Cerro Hueco" et trois ont été ramenés sans vie dans quelques sacs de plastique, ceux qu'on utilise pour garder le sucre.

Dans cette maison de l'*ejido*, le procureur a écouté, entre autres choses, les déclarations suivantes: "nous nous sentons gênés... nous sommes gênés. Si ceux de l'Armée sont courageux, pourquoi est-ce qu'ils ne s'en prennent pas à ceux qui sont armés et non pas à nous?" "Ce qui se passe ne date pas du 1er janvier. C'est quelque chose qui remonte à plusieurs années"... "Est-ce que nous appartenons à la nation?" "...Tout à coup, le 1er janvier, le président s'est intéressé à nous, comme ça, tout à coup"... Nous les respectons, pour cela, nous voulons que le gouvernement nous respecte"...! Ce monsieur là — le maire d'Altamirano — nous ne le reconnaissons pas"... "Il faut que l'Armée s'en aille, nous voulons aller à Altamirano pour faire des courses"... "Et qui va prendre en charge grand père?" Ils parlaient de Domingo Santis, un ancien déguenillé, sans chaussures, avec les pieds déformés par l'arthrite. Il s'appuyait sur un canne et étant venu recevoir les visiteurs inattendus. Mais il ne s'est pas rendu compte — il est sourd — que parmi les dépouilles se trouvait celle de son unique fils et soutien. A toutes ces questions on n'a pas eu, non plus, de réponse.

"J'étais en train de boire mon café, quand ils m'ont sorti de ma maison comme un chien, ils m'ont donné des coups de pied et m'ont jeté par terre, si je levais la tête, ils me donnaient un coup de pied"... "Ils ne nous ont pas laissé apporter quelque chose à manger à nos hommes. Mais eux, l'Armée, ils sont entrés dans nos maisons, et nous ont demandé à manger et ils ont pris tout ce qu'ils voulaient. Ils ne nous ont rien payé"... "comme vous voyez, ici le programme de solidarité n'a rien fait".

"Ne nous laissez pas tomber, revenez". La demande, — faite avec un sourire et une poignée de mains sans force —, ils la faisaient plutôt à tous les autres, aux Mexicains.

Le dur et direct dialogue de la petite communauté tzeltal est un exemple évident du type de conversation qu'on verra non pas seulement entre l'EZLN et le gouvernement, mais entre la société mexicaine et le régime. Cette expérience comprend elle-même tous les éléments de la demande. A Morelia il y a eu, il y a longtemps, une division politique qui a conduit à l'expulsion de quelques-uns de ses membres. Ces derniers, à travers leurs dénonciations, sont probablement à l'origine de l'occupation militaire du village et de la prise de prisonniers. Les parcelles ont été sous-divisées jusqu'à l'extrême à cause de l'évidente explosion démographique. Aujourd'hui, la majeure partie des paysans ("ejidatarios") ne possède pas plus d'un à trois hectares où ils sèment du maïs et des haricots pour survivre. La montagne qui entoure le village est belle, mais elle n'est pas bonne pour l'agriculture. Face à cette exigüité de l'élément traditionnel de survie, cette population n'a pas ou ne voit pas de solution. Quelquefois, quelqu'un part travailler sur les chantiers de la compagnie mexicaine de pétrole (PEMEX) ou trouve un autre emploi temporaire, puis, il retourne avec ce qu'il a pu épargner pour le dépenser en quelques jours, et, après, il s'en va une nouvelle fois. Si le service médical, avant, était insuffisant, aujourd'hui il n'existe plus, à cause de la destruction de la clinique. La dénutrition des habitants — enfants, adolescents et adultes — est évidente. Ils se trouvent au bord de l'effondrement collectif. En fin, pour leur rendre plus difficile l'existence, ils sont considérés comme des ennemis du gouvernement suprême.

Publié par le journal mexicain *Excelsior*, 17 février 1994.

III. Ou se trouve le front de la souveraineté?

Le triomphe politico-militaire d'Ernesto Zedillo à Guadalupe Tepeyac ou dans la fantasmagorique *Aguascalientes* a signifié le rétablissement d'une fausse souveraineté. Le front de bataille pour la vraie souveraineté n'était pas dans le Chiapas, mais à Washington où la bataille a été perdue sur toute la ligne.

Le 17 février, face à Fidel Velazquez (symbole parfait de ce qu'a été et continue d'être le système politique mexicain), Ernesto Zedillo a annoncé, avec un visage sérieux, grave, qu'en 72 heures seulement son gouvernement avait récupéré "la pleine souveraineté sur toutes les zones du territoire national d'où l'autorité fédérale avait été absente pendant presque 14 mois". Une affirmation d'une telle ampleur suscite immédiatement une question : qui

suppose que ce qu'on a perdu et qu'on a récupéré, là-bas dans le Sud, était vraiment la souveraineté?

Le concept de souveraineté — comme tous ceux qui sont employés dans le langage politique —, a diverses significations et aucune n'est acceptée par tous. Norberto Bobbio et Nicola Matteucci dans leur *Dictionnaire de politique* (p. 1534) nous proposent cette définition de la souveraineté : elle est "le pouvoir (politique) suprême, exclusif et non dérivé". Il s'agit, de plus, d'un pouvoir qui doit combiner la force avec la légitimité. Un pouvoir qui ne s'exerce pas en accord avec la lettre et, surtout, avec l'esprit du cadre constitutionnel, n'est pas réellement un pouvoir du souverain.

Dans la théorie démocratique actuelle, la souveraineté réside exclusivement dans le peuple. L'article 39 de notre Constitution affirme catégoriquement "La souveraineté nationale réside, essentiellement et originellement, dans le peuple". C'est de ce dogme, simple mais puissant, qu'émane toute légitimité — ou illégitimité — de l'action politique réelle. L'article 41 stipule que "le peuple exerce sa souveraineté à travers les pouvoirs de l'Assemblée Nationale". Cela dit, pour que ces pouvoirs basiques — l'exécutif et le législatif —, incarnent effectivement la souveraineté et, de plus, pour qu'ils puissent donner de la vie à un authentique Pouvoir Judiciaire, ils doivent être formés uniquement et exclusivement par voie démocratique, comme il est établi dans l'article 40, qui définit le Mexique comme "une République représentative, démocratique, fédérale, composée par des états libres et souverains". Si le pouvoir se forme et s'exerce par une voie non démocratique, il ne s'agit pas du pouvoir du souverain.

En théorie, cette République représentative, démocratique et fédérale qu'est supposé être le Mexique doit avoir, comme fondement irremplaçable de son processus politique, le suffrage universel, libre, inaltéré, communiqué et émis dans des conditions d'équité par tous les compétiteurs. Et c'est justement là que se trouve le problème de fond de la souveraineté mexicaine et de tout notre ordre politique et juridique : historiquement, la constitution des pouvoirs de la République n'a pas été faite par voie démocratique mais par voie autoritaire, et par conséquent, dans la pratique, la nôtre n'a pas été et n'est pas La République représentative, démocratique et fédérale, formée d'états libres et souverains que suppose la Constitution. La souveraineté, qui réside dans le peuple, n'est pas encore incarnée par la présidence ou par le Congrès, ni par la majeure partie des gouvernements des états ou des municipalités. En conclusion, le pouvoir qu'exercent aujourd'hui les institutions gouvernementales mexicaines n'est pas un pouvoir légitime ni souverain.

Si le raisonnement antérieur correspond à la réalité, alors, ce qui a été récupéré militairement en 72 heures dans le Chiapas n'a pas été la souveraineté, mais quelque chose de moins grandiose et de plus vulgaire; le contrôle d'une très petite partie du territoire soustraite à l'autorité présidentielle par l'action d'un groupe d'Indiens, rebelles, mal armés, mais avec une bonne conscience politique, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (AZLN). Dans la pratique, ce qu'a conquis l'Armée fédérale dans le Chiapas a été, uniquement, une partie de l'espace vital de ces rebelles, rien de plus.

Le fait que les Indiens rebelles invoquent aussi la souveraineté pour justifier leur défi au système de domination régnant ne laisse pas d'être paradoxal. De leur point de vue, les institutions nationales, supposées démocratiques ont depuis toujours été inexistantes pour eux; ils se sont donc inspirés de la lettre de l'article 30 qui leur a ouvert l'option suivante: "Le peuple a, à tout moment, l'inaliénable droit d'altérer ou de modifier la forme de son gouvernement".

Les 72 heures qui n'ont rien change d'important

Le rétablissement du contrôle gouvernemental sur une bonne partie de ce qui avait été la zone néo-zapatiste, ne signifie pas que l'essence du problème a changé. L'AZLN est une armée petite et très mal armée. Son importance n'est pas ni n'a jamais été militaire, mais politique. Et son influence sur le reste de la société dépend de la perception de l'illégitimité d'un pouvoir gouvernemental qui possède comme base un parti d'état qui constitue le principal obstacle pour l'avènement de la démocratie mexicaine.

Si Carlos Salinas de Gortari n'a pas ordonné, en son temps, l'occupation militaire de Guadalupe Tepeyac et des autres villages aux mains de l'AZLN, cela, n'a pas été parce qu'il manquait des moyens matériels ou de la volonté pour le faire, mais plutôt parce qu'il n'avait pas la légitimité pour tirer sur les Indiens. En fait, la raison fondamentale pour n'avoir pas pris cette décision a été l'origine douteuse de son gouvernement — l'élection "sale" de 1988 — et la nécessité de ne pas embrouiller encore plus l'atmosphère dans laquelle devait se dérouler l'élection du 21 août 1994. Pour ces raisons, il a seulement choisi d'établir un mur autour de l'AZLN au lieu de l'éliminer. Et c'est cette *impasse* qui a donné un certain sens au thème électoral de Zedillo qui disait, "je vote pour la paix". Ce fut un espace artificiel mais effectif,

similaire à celui de la stabilité économique sur lequel s'est appuyée la promesse du "bien-être pour la famille".

Si le gouvernement dirigé par Ernesto Zedillo était réellement l'incarnation de la souveraineté, il n'aurait pas besoin d'avoir arrêté l'offensive militaire commandée le 19 février avant d'en finir avec l'AZLN. Un gouvernement vraiment légitime aurait l'appui d'une grande partie de la société mexicaine pour exterminer une poignée des violeurs de l'état de droit - ce que sont supposés être les dirigeants de l'AZLN de même que chacun de ses membres. Cependant, les faits montrent que, dans la réalité, ce n'est pas le cas, car au Mexique il n'y a pas encore d'état de droit. Ni Salinas ni Zedillo ni l'Armée n'ont l'aval d'un groupe important des citoyens pour réprimer cette rébellion des communautés Indiennes, à la façon de Porfirio Diaz.

Il est vrai que les élections d'août 1994 n'ont pas été similaires à celles de 1988. Mais, il est vrai aussi que les conditions de la compétition n'ont pas correspondu non plus à celles d'une démocratie: les dés sont toujours pipés en faveur du parti d'état. Tant que le pouvoir du gouvernement aura comme base un parti qui a monopolisé le contrôle des pouvoirs du Congrès et des états depuis 65 ans, le Mexique continuera d'être une fausse démocratie et la souveraineté populaire sera une théorie sans aucune pratique.

La souverainete qui est reellement en danger

La souveraineté a toujours deux aspects: intérieur et extérieur. Si à l'intérieur de l'état national mexicain le problème de la souveraineté est sérieux, à l'extérieur, il est dramatique. Aujourd'hui, nous vivons et souffrons d'une perte rapide et importante de la capacité de l'Etat mexicain d'empêcher que les intérêts de l'extérieur — particulièrement ceux des États-Unis, du Fonds Monétaire International et des grands investisseurs institutionnels externes — passent avant les intérêts nationaux.

La souveraineté de l'état national face aux pouvoirs externes est synonyme d'indépendance. Il est vrai que depuis l'apparition des états nationaux au XV^e siècle, aucun État n'a été entièrement indépendant par rapport aux autres. Et si cette indépendance n'a pas été possible à cette époque-là, aujourd'hui elle est encore moins probable alors que la globalisation devient une réalité écrasante qui oblige tous les membres de la communauté internationale à vivre de moins en moins dans l'indépendance et de plus en plus dans l'interdépendance. Cependant, il n'y a pas de doute que, résultat de la mauvaise conduite de l'économie

mexicaine par les responsables de la direction du pays, depuis Luis Echeverria jusqu'à Ernesto Zedillo, la capacité de l'Etat à faire prévaloir l'intérêt national sur l'intérêt externe s'est réduite de façon remarquable.

La mesure de la fragilité de la souveraineté externe mexicaine est nettement apparue à travers le triste spectacle d'un ministre de l'économie qui, à Washington, a du céder aux dures exigences nord-américaines afin de recevoir les garanties de crédit de 20 milliards de dollars. Sans ces garanties, le peso et toute l'économie mexicaine ne pourraient simplement pas survivre. Aujourd'hui, littéralement, il n'y a au Mexique aucun pouvoir public ou privé capable de garantir la stabilité économique. Les taux d'intérêts, la politique de changes et celle des dépenses publiques entre autres, sont imposés depuis l'étranger. L'avenir immédiat de l'économie mexicaine et le bien-être des Mexicains sont négociés à Washington, dans les mêmes conditions que celles d'un pays qui a perdu une guerre. C'est à dire, sa souveraineté.

La vraie lutte pour la souveraineté n'est pas militaire

La Maison Blanche, consciente de l'énorme vulnérabilité de l'économie et du système politiques mexicains — de même que de la légendaire irresponsabilité et de la corruption des autorités —, a décidé d'imposer des taux d'intérêts très élevés au Mexique pour éviter, à nouveau, la fuite massive des dollars qu'eux mêmes vont nous prêter. Par ces mesures, la Maison Blanche évite l'insolvabilité du Mexique face à ses créanciers externes — la dette publique et privée est aujourd'hui de 150 milliards de dollars ou plus — par la voie de la récession, de l'inflation, du chômage et de la détérioration du bien-être social de la majeure partie des Mexicains.

Dans ce cadre, le vrai danger pour la souveraineté de l'état national mexicain n'est pas l'AZLN — supposer le contraire est ridicule ou de mauvaise foi — mais, en revanche il provient de l'incapacité du gouvernement mexicain de négocier avec les États-Unis et le Fonds Monétaire International — qui sont presque la même chose — les conditions les moins préjudiciables pour payer l'énorme hypothèque que nous a laissée le salinisme. Le triomphe politico-militaire d'Ernesto Zedillo à Guadalupe Tepeyac, dans l'Ejido Morelia ou dans la fantasmagorique Aguascalientes a signifié le rétablissement d'une fausse souveraineté. Le front de la bataille pour la vraie souveraineté n'était pas dans le Chiapas, mais à Washington où la bataille a été perdue sur toute la ligne.

Le nationalisme mexicain — dont il ne reste plus aujourd'hui que le souvenir —, à une certaine période a eu une base relativement solide lorsque la direction politique du pays a su et a pu incorporer les masses Indiennes, paysannes et des autres secteurs de la population au projet national. Une solution souhaitable serait celle de revitaliser ce nationalisme pour constituer un front uni et cohérent qui appuie et ait un projet économique différent de celui qu'on nous a imposé, celui de la récession et de la présentation périodique de nos comptes aux États-Unis. Bien sûr, un tel front uni est difficile d'imaginer, mais il n'est pas impossible, que l'actuelle direction politique mexicaine soit capable de mettre en marche une telle entreprise. Dans tout les cas, il faut remarquer que l'ennemi de l'intérêt national mexicain n'est pas l'AZLN — dont la lutte n'est qu'une réaction à une injustifiable marginalisation économique, sociale et politique, qui n'a pas de solution —. Le véritable ennemi, c'est l'incapacité de l'élite politique du parti d'État à empêcher que les priorités externes l'emportent sur les priorités du groupe social sur lequel réside la souveraineté mexicaine.

Publié par le journal mexicain *Reforma*,
23 février 1995.

Textes traduits de l'espagnol par Guillermo ARAMBURO.